



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 26 mars 2026

FOCUS : A TROIS SEMAINES DES ELECTIONS, LE PEROU BENEFICIE D'UNE CONJONCTURE DYNAMIQUE MAIS LIMITEE PAR L'INSTABILITE POLITIQUE.	2
Bolivie	3
Une semaine après Moody's, S&P relève la note souveraine de la Bolivie à CCC+.	3
Colombie	3
Le gouvernement ordonne la liquidation des assurances-santé (EPS) en faillite.	3
La hausse internationale des prix du pétrole accentue le déficit budgétaire.	3
La Colombie réhausse les droits de douane sur les importations sidérurgiques et céramiques.	4
Le phénomène <i>El Niño</i> pourrait se déclencher au S2 2026, exerçant une pression sur les ressources naturelles.	4
Le vieillissement démographique représente une opportunité pour la <i>silver economy</i> .	5
Équateur	5
La croissance a atteint 3,7 % en 2025, signant une reprise après la récession de 2024.	5
Guyana	5
La hausse des prix du pétrole souligne les dépendances énergétiques du Guyana.	5
Pérou	6
La Banque centrale du Pérou relève sa prévision de croissance à 3,2 % malgré des chocs climatiques et énergétiques.	6
Les exportations agroalimentaires dépassent les 15 Md\$ en 2025 et consolident leur présence sur le marché européen.	6
Suriname	6
Le Fonds de crédit pour la production (PKF) permet une hausse significative de la production pour les PME.	6
Venezuela	7
Le Venezuela continue de chercher à attirer les investisseurs étrangers.	7
Le secteur automobile poursuit sa croissance.	7

Focus : A trois semaines des élections, le Pérou bénéficie d'une conjoncture dynamique mais limitée par l'instabilité politique.

Avec 3,4 % de croissance en 2025, le Pérou maintient un niveau d'activité dynamique, notamment au regard des autres pays d'Amérique latine. La croissance est stimulée par une demande interne en hausse de 5,8 % sur l'année, qui bénéficie à la construction (+6,7 %) et au commerce (+3,6 %). L'agriculture – secteur clef du Pérou via le secteur agro-exportateur – croît de 4,8 %. Les exportations sont également dynamiques (+21 % en 2025), permettant au Pérou de devenir le 4^e pays exportateur d'Amérique latine, devançant désormais la Colombie et l'Argentine et le Chili. Signe d'une confiance retrouvée, l'investissement augmente de plus de 14 %, dont 10 % pour l'investissement fixe privé. Pour 2026, les économistes prévoient une croissance de 3 % : l'année devant être impactée par le phénomène *El Niño* qui semble se confirmer (de faible intensité, mais plus long), et retirerait 0,5 pt de croissance selon BBVA.

Les facteurs de stabilité macroéconomique se maintiennent malgré une dégradation de la situation budgétaire. La crédibilité de la Banque centrale et de Julio Velarde, à la tête de l'institution depuis 20 ans, a permis au Pérou de rapidement ramener l'inflation à son intervalle cible (2,2 % en g.a. en février pour une cible de politique monétaire de 2,0 % $\pm$ 1 pt%). De plus, le secteur bancaire est robuste. Dans ce contexte, les indicateurs de risque pays se maintiennent à des niveaux très faibles. Avec 135 points, le Pérou n'est devancé que par le Chili (91 points) en Amérique Latine, et est largement inférieur à la moyenne du sous-continent (301 points). Dans le même temps, si la dette reste faible, à 30,2 % du PIB, le Pérou cumule avec 2025 trois années non-conformité à sa règle budgétaire.

L'instabilité politique a un effet négatif sur l'activité économique, estimé entre 1 pt et 3 pt. La baisse du potentiel de croissance est liée à l'incertitude générale associée au contexte, empêchant la mise en œuvre de projets publics et projets d'investissement privés (infrastructures, mines). L'incertitude politique aurait contribué à retrancher 4,5 pt% de croissance à l'investissement et aurait contribué à des pertes de productivité, du fait de l'abandon de politiques publiques (éducation, santé). Le Pérou aurait le déficit de compétence (*skill gap*) le plus élevé de la région qui, associé à un droit du travail particulièrement inflexible, alimente l'informalité (+70 % de la population active) et maintient le Pérou à des niveaux de faible productivité.

Le contexte électoral n'a, pour l'heure, aucun impact sur la confiance des acteurs économiques dans les secteurs d'excellence. L'absence d'impact des élections semble être liée à la prévision d'un *status quo* politique : le futur Président, parmi les 36 candidats, restera dépendant du Congrès, lui-même fragmenté (38 partis aux élections). Toutefois, des changements politiques d'envergure s'annoncent : (i) l'application d'un seuil électoral à l'Assemblée pourrait limiter la fragmentation aujourd'hui à l'œuvre (ii) le retour au bicaméralisme avec la réintroduction d'un Sénat qui devient la principale force du pays. Au final, la fragilité de l'exécutif pourrait être accrue.

Bolivie

Une semaine après Moody's, S&P relève la note souveraine de la Bolivie à CCC+.

L'agence de notation S&P a annoncé le relèvement de deux crans de la note souveraine de la Bolivie, de CCC- à CCC+. Cette amélioration, qui fait suite à la décision de Moody's la semaine passée (cf. [Brèves semaine 12](#)), témoigne de l'amélioration des signaux de stabilité financière, et notamment l'engagement du gouvernement à honorer le paiement de sa dette dû en mars.

L'agence a associé sa notation d'une perspective stable. Celle-ci témoigne, d'une part, de l'équilibre entre réduction du service de la dette à court terme et, d'autre part, de fondamentaux externes, monétaires et budgétaires encore fragiles, qui limitent la capacité du gouvernement à honorer sa dette à long terme.

Colombie

Le gouvernement ordonne la liquidation des assurances-santé (EPS) en faillite.

Le président Petro a ordonné la liquidation des entités promotrices de santé (EPS, établissements de santé privés) en faillite. Les critères définissant la faillite n'ont pas été précisés mais l'annonce pourrait concerner les huit EPS où l'État a aujourd'hui repris la main sur le secteur privé (Asmet, Capresoca, Coosalud, Emssanar, Faminasar, Nueva EPS, SOS et Savia Salud). Au-delà de la Nueva EPS (de capital majoritairement public, qui ne serait pas liquidée et recevrait les affiliés des EPS liquidées, cf. *infra*), les EPS concernées rassemblent plus de 12 millions d'affiliés.

Les quatre liquidations déjà menées par le gouvernement en 2022 et 2023 ont été justifiées par divers motifs. En particulier, l'insolvabilité financière (indicateurs de capital

minimum, réserves financières) et des failles dans la prestation de service (nombre de plaintes des usagers) ont justifié ces liquidations par la Superintendence de santé. Aujourd'hui, la situation financière des EPS est dans un état critique, avec une dette cumulée de 8,7 Md\$ (32 000 Md COP).

Néanmoins, la décision de liquidation devra démontrer que la faillite des EPS n'est pas issue d'une insuffisante prise en charge par l'État. L'unité de paiement par habitant (UPC), transfert de cotisations et de subventions de l'État aux EPS selon des données de risques socio-démographiques, a été largement sous-évaluée ces deux dernières années selon les EPS et les experts du secteur. La Cour constitutionnelle a déjà cassé la décision de liquidation de l'EPS Sanitas, dont la faillite était liée à l'insuffisance de l'UPC.

Les affiliés des EPS liquidées pourraient être transférées à Nueva EPS. Bien que ce détail n'ait pas été précisé, des déclarations récentes du président vont en ce sens et permettraient de consolider l'ambition initiale de la réforme de la santé, visant à faire de l'État le seul prestataire de services de santé. Les experts estiment toutefois que Nueva EPS ne dispose pas des capacités opérationnelles, financières et d'une présence territoriale permettant l'entrée d'un nombre aussi important de nouveaux affiliés.

La hausse internationale des prix du pétrole accentue le déficit budgétaire.

Le déficit du Fonds de stabilisation des prix des combustibles (FEPC) pourrait atteindre 2,8 Md\$ (10 700 Md COP) en 2026. Le FEPC, créé en 2007 pour atténuer la volatilité des prix internationaux sur le marché interne, compense la différence entre les prix internationaux et domestiques. La hausse des prix du pétrole (108,7\$ le baril de Brent), liée à la guerre au Moyen-Orient, a des effets directs sur la soutenabilité du FEPC. En mars, la compensation est de 0,2\$ (800 COP) par

gallon d'essence est de 1,5\$ (5 700 COP) pour le diesel. Sur le seul mois de mars, le déficit du FEPC serait de 290 M\$ (50 M\$ pour l'essence et 250 M\$ pour le diesel).

Lors de la crise Covid-19, les prix domestiques de l'essence et du pétrole ont été gelés, menant à une hausse du déficit du FEPC. Entre octobre 2022 et août 2023, des ajustements graduels ont été menés pour réduire ce déficit. Néanmoins, cet ajustement a mené à une situation de subventionnement croisé : l'excédent généré par l'essence compensait le déficit du diesel. Cependant, la baisse de 0,1\$ (500 COP) du prix de l'essence, décidée par le gouvernement fin 2025, a mis en cause l'équilibre de ce système.

En cumulé entre 2007 et 2025, la subvention aux carburant via ce mécanisme a coûté 33 Md\$ (125 000 Md COP) : ce coût cumulé pourrait augmenter de 9 % en 2026, passant à 36 Md\$ (136 000 Md COP). La croissance, en valeur, des exportations pétrolières, contrebalance ce déficit mais pourrait être insuffisante.

L'ANIF (centre d'études économiques) recommande de mettre en place un mécanisme d'ajustement des prix. Ce dernier consisterait, (i) d'abord en une hausse progressive des prix domestiques afin de réduire le déficit du FEPC et, (ii) dans un second temps, en la mise en place d'un système de fixation des prix domestiques par rapport à la moyenne des prix internationaux des six derniers mois. **Des bornes de stabilisation pourraient également être mises en place**, permettant un ajustement automatique à l'intérieur de ces bornes, et une intervention de l'État pour fixer les prix au-delà.

La Colombie réhausse les droits de douane sur les importations sidérurgiques et céramiques.

La Colombie impose des droits de douanes sur les importations sidérurgiques et céramiques

venues de **pays avec lesquels elle n'a pas d'accord de libre-échange (Chine, Inde, Russie)**. Les produits sidérurgiques se verront appliquer un taux de 35 % et la céramique de 25 %.

Ces droits de douane sont motivés par la crise de l'industrie sidérurgique et métallurgique concurrencée par les importations chinoises, russes, turques et indiennes. Ces pays inonderaient le marché colombien, selon les chambres des industries sidérurgiques et métallurgiques, grâce à une surcapacité au niveau mondial les menant à chercher des débouchés en Colombie, mais également des pratiques de concurrence déloyale. Ces derniers représentent 10 % du PIB et près de 50 000 emplois.

Le phénomène *El Niño* pourrait se déclencher au S2 2026, exerçant une pression sur les ressources naturelles.

La probabilité d'un phénomène *El Niño* au S2 2026 est évaluée entre 70 % et 80 %. En Colombie, le phénomène *El Niño* mène à de moindres précipitations, une hausse de la température et une baisse du débit des cours d'eau. Au contraire, le début d'année a été marqué par des pluies abondantes, exerçant une pression sur les territoires confrontés à des événements climatiques opposés dans un délai restreint.

Le phénomène *El Niño* pourrait augmenter l'inflation de +0,3 p.p et réduire la croissance de -0,1 p.p, selon le ministre des Finances. En effet, le stress hydrique a un impact négatif sur la production agricole (-0,5 p.p de production par rapport à une année sans phénomène *El Niño*) mais également sur la production d'électricité, alors que le mix électrique colombien est à 58 % hydroélectrique. La probabilité d'un phénomène intense, dit « super *El Niño* » est évaluée à 13 % pour la fin d'année, et aurait un effet particulièrement critique sur la distribution d'eau potable et d'électricité.

Le vieillissement démographique représente une opportunité pour la *silver economy*.

En 2025, près de 15 % de la population était âgée de plus de 60 ans, une part qui devrait être multipliée par deux d’ici 2045. Dans le même temps, l’indice de fécondité s’établit à 1,0 enfant par femme, contre 1,7 en 2015.

L’âge de départ à la retraite est établi à 57 ans pour les femmes et 62 ans pour les hommes. La réforme des retraites de 2024 n’a pas modifié ces âges mais introduit l’obligation, en 2040, de revoir les paramètres démographiques et macroéconomiques du système de retraites, date à laquelle le vieillissement démographique pèsera un risque accru d’insoutenabilité budgétaire. Néanmoins, le système de retraites ne couvre que 30 % des plus de 60 ans, les menant à continuer de travailler afin de générer des revenus.

L’économie des séniors (*silver economy*) pourrait participer à recomposer le tissu économique dans les années à venir. Selon la chambre de commerce de Bogota, plus de 1 100 entreprises pourraient bénéficier directement du développement de produits et services dirigés sur les séniors (soin, tourisme destiné aux personnes âgées, etc.). La Banque interaméricaine de développement (BID Lab) a par exemple lancé un programme de financement pour les start-ups de la *silver economy*, offrant un financement allant jusqu’à 100 000\$.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	4,1%	41,9%	2269
Change USD/COP	0,1%	-10,5%	3699
Change EUR/COP	0,1%	-3,5%	4270
Prix du baril (Brent, USD)	-4,0%	39,5%	103,18

Équateur

La croissance a atteint 3,7 % en 2025, signant une reprise après la récession de 2024.

La croissance du PIB a atteint 3,7 % en 2025, après une contraction de -1,9 % en 2024 liée à la triple crise (budgétaire, sécuritaire et énergétique) qu’a connu le pays. Selon la Banque centrale, en 2025, la croissance a été portée par (i) la hausse des exportations, (ii) l’investissement et (iii) la consommation des ménages.

L’approvisionnement en eau et électricité a connu une croissance de +13 % par rapport à 2024, le mix électrique équatorien étant à majorité hydraulique. Le secteur agricole a également connu une croissance importante (+10 %), suivi par le secteur financier et assurantiel (+9,8 %). Dans le même temps, les secteurs pétroliers et miniers se sont contractés (-15,5 % et -6,5 % respectivement), du fait notamment de difficultés techniques sur les oléoducs.

Au T4 2025, la croissance a été de 5 % en g.a., avec une croissance de 17 secteurs sur les 20 suivis par la Banque centrale. En particulier, le secteur de l’approvisionnement en électricité et en eau a crû de 32,7 %, suivi par la croissance du secteur pétrolier (+8,5 %).

Guyana

La hausse des prix du pétrole souligne les dépendances énergétiques du Guyana.

Face à la montée des prix du pétrole, l’État guyanien a mis en place de nombreuses mesures d’ajustement. Du côté de la fiscalité, l’accise sur les carburants a été réduite à 0 %. De plus, l’entreprise pétrolière publique, GuyOil, fonctionne en déficit afin de stabiliser les prix domestiques.

Selon le président, cette situation souligne le **besoin de renforcer l'autonomie énergétique et la coopération régionale**. En particulier, le projet *Gas-to-Energy*, qui devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année, permettra de produire localement 228 MW d'électricité, grâce au gaz naturel guyanien.

Pérou

La Banque centrale du Pérou relève sa prévision de croissance à 3,2 % malgré des chocs climatiques et énergétiques.

La Banque centrale du Pérou (BCRP) a révisé à la hausse sa prévision de croissance pour 2026 à **3,2 %**, contre 3,0 % auparavant, en s'appuyant sur la solidité de la demande interne et une inflation maîtrisée. Les indicateurs avancés, tels que la hausse de la consommation, des importations de biens d'équipement et des paiements électroniques, traduisent un dynamisme économique inédit depuis plus d'une décennie.

Toutefois, cette trajectoire reste exposée à **des chocs d'offre, notamment liés à l'épisode d'El Niño**, à la baisse de la production d'hydrocarbures et à la perturbation du gaz naturel après l'incident du *pipeline* de Camisea. Ces facteurs pèsent sur la pêche, l'agriculture et certains segments miniers. Malgré cela, la croissance devrait être soutenue par les secteurs de la construction, du commerce et des services.

La Banque centrale anticipe par ailleurs une inflation de 2,4 %, respectant la cible (2 % ± 1 pt%), tout en mettant en garde contre les pressions liées à la hausse des prix du pétrole, susceptibles de se transmettre rapidement aux prix domestiques.

Les exportations agroalimentaires dépassent les 15 Md\$ en 2025 et consolident leur présence sur le marché européen.

Selon le ministère du Développement agricole et de l'Irrigation (Midagri), cette étape témoigne d'une progression et d'une présence accrue sur le marché européen. **Cette performance repose notamment sur des produits comme les myrtilles, les raisins, les avocats**, les asperges et le cacao, qui répondent aux exigences des marchés internationaux.

Le Service national de santé agraire (Senasa) assure le respect des normes sanitaires et phytosanitaires exigées par les pays importateurs, en coordination avec leurs autorités. Selon le Midagri, ces mesures visent à maintenir la conformité de la production nationale aux standards internationaux et à soutenir le développement du secteur agro-exportateur.

Suriname

Le Fonds de crédit pour la production (PKF) permet une hausse significative de la production pour les PME.

Le Fonds de crédit pour la production (PKF) a approuvé des prêts de 1 M\$ (41 M SRD) en 2025, concentrés sur les PME. Le rapport d'évaluation du PKF souligne que les entreprises ont augmenté leur production de près de 50 %, en moyenne, après octroi d'un prêt et augmenté leurs effectifs de 25 %. L'impact total sur l'emploi est estimé entre 63 et 108 emplois. Le montant moyen des prêts est de 45 500\$ (1,7 M SRD).

La majorité des prêts a été attribué à des entreprises de Paramaribo et Wanica, bien que des efforts de répartition territoriale aient été menés. Le rapport d'évaluation souligne également des difficultés bureaucratiques et

d'attribution des terres dans la mise en œuvre du programme.

Lancé en 2023 comme un projet pilote, le PKF doit permettre de diversifier l'économie en ciblant les PME. Le PKF est aujourd'hui un programme bien implanté, qui s'est ouvert aux jeunes entrepreneurs en janvier 2026 afin de cibler leurs difficultés propres (cf. [Brèves semaine 6](#)). Le fonds souhaiterait également se concentrer sur l'innovation et le soutien aux femmes entrepreneures.

Venezuela

Le Venezuela continue de chercher à attirer les investisseurs étrangers.

La présidente intérimaire, Delcy Rodriguez, a cherché à rassurer les investisseurs étrangers lors du *Forum FII Priority* de Miami (auquel elle a participé virtuellement), en indiquant que les réformes en cours apporteraient la stabilité nécessaire aux grands projets énergétiques et miniers. Pour mémoire, la réforme de la loi d'hydrocarbures a été validée le 22 janvier et un projet de réforme du secteur minier est en discussion. Les grandes entreprises pétrolières ont en effet indiqué que l'attrait pour tout investissement étranger est subordonné (i) à

une restructuration approfondie du système fiscal vénézuélien et (ii) à une garantie de la stabilité des contrats du secteur (notamment des garanties contre toute expropriation).

L'OFAC (Bureau du contrôle des avoirs étrangers) a émis deux nouvelles licences. La première, la licence générale 5V -LG 5V) prolonge jusqu'au 5 mai la protection de l'entreprise Citgo (cf. [Brèves semaine 12](#)). La seconde (LG 53) permettra la réouverture d'une ambassade vénézuélienne aux États-Unis après 7 ans de fermeture.

Le secteur automobile poursuit sa croissance.

En 2026, les ventes de véhicules augmenteraient de 50 % selon la chambre automobile vénézuélienne (Cavenez), pour atteindre 50 000 unités. En janvier et février, les ventes (en volume) ont connu une croissance significative (+158 % en g.a. et +72 % respectivement).

En 2025, 38 000 véhicules ont été vendus, soit plus du double du nombre atteint en 2024. Cette croissance est notamment due à l'entrée de nouvelles marques dans le pays et la croissance de l'offre de véhicules. La marque chinoise JAC est devenue la première marque vendue au Venezuela, devant Toyota.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)